



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.3/45/L.90
27 novembre 1990
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session
TROISIÈME COMMISSION
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Bahreïn, Canada, Costa Rica, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Finlande, Italie, Koweït, Namibie, Oman, Pakistan, Qatar, République arabe syrienne, Roumanie, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Turquie et Zimbabwe : projet de résolution

La situation des droits de l'homme au Koweït occupé

L'Assemblée générale,

Guidée par les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme ^{1/}, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme ^{2/} et les Conventions de Genève du 12 août 1949 ^{3/},

Conscient de la responsabilité qui lui incombe de promouvoir et d'encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous et résolue à demeurer vigilante à l'égard des violations des droits de l'homme où qu'elles se produisent,

Réaffirmant l'obligation qu'ont tous les Etats Membres de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales et de s'acquitter des obligations qu'ils ont librement assumées en vertu des divers instruments internationaux,

^{1/} Résolution 217 A (III).

^{2/} Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

^{3/} Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 75, Nos 970 à 973.

Condamnant l'invasion du Koweït, le 2 août, par les forces militaires irakiennes,

Notant avec une grande préoccupation que les forces irakiennes qui occupent le Koweït continuent à commettre des actes de violence, qui font de nombreuses victimes et causent d'immenses souffrances humaines à la population civile,

Notant aussi avec une grande préoccupation que le traitement des prisonniers de guerre et des civils arrêtés au Koweït occupé n'est pas conforme aux principes internationalement reconnus du droit humanitaire,

Se déclarant gravement préoccupée par le refus persistant de l'Iraq de recevoir des représentants d'organisations humanitaires, en particulier les représentants du Comité international de la Croix-Rouge et un représentant du Secrétaire général, au sujet de l'aide humanitaire à apporter au peuple koweïtien sous occupation,

1. Condamne les autorités irakiennes et les forces d'occupation pour les graves violations des droits de l'homme qu'elles commettent à l'encontre du peuple koweïtien et des ressortissants d'Etats tiers et, en particulier, les actes de torture, les arrestations, les exécutions sommaires, les disparitions et les enlèvements, qui ne cessent de se produire et d'augmenter en violation de la Charte des Nations Unies, des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, d'autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme et des instruments de droit humanitaire pertinents;

2. Affirme que la Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre 4/ s'applique au Koweït et que, en sa qualité de Haute Partie contractante, l'Iraq est tenu de se conformer pleinement à toutes ses dispositions, et, en particulier, est responsable en vertu de la Convention des graves violations qu'il a commises, comme le sont les personnes qui commettent ou ordonnent que soient commises de telles violations;

3. Se déclare gravement préoccupée par le démantèlement, le pillage et la destruction systématiques de l'infrastructure économique du Koweït, qui compromettent gravement la jouissance actuelle et future par le peuple koweïtien de ses droits culturels, sociaux et économiques;

4. Se déclare profondément préoccupée par les conditions de vie au Koweït occupé, en particulier celles des femmes, des enfants, des personnes âgées et des ressortissants d'Etats tiers, qui deviennent de plus en plus difficiles;

5. Attend de l'Iraq qu'il garantisse le respect des normes internationales applicables en droit international, en particulier celles qui concernent la protection de la population civile, et exige que l'Iraq coopère pleinement avec les représentants d'organisations humanitaires, en particulier du Comité international de la Croix-Rouge, qui ont pour tâche de soulager les souffrances de la population civile au Koweït occupé, et qu'il les laisse entrer au Koweït;

4/ Ibid., No 973.

6. Attend de l'Iraq qu'il se conforme aux obligations qui lui incombent en vertu de la Charte et du droit international à l'égard des ressortissants des Etats tiers et exige qu'il libère tous les ressortissants d'Etats tiers;

7. Demande instamment à l'Iraq de traiter tous les prisonniers de guerre et les civils arrêtés conformément aux principes internationalement reconnus du droit humanitaire et de les protéger de tous les actes de violence, y compris des mauvais traitements, de la torture et des exécutions sommaires;

8. Condamne le refus par l'Iraq d'accepter l'offre du Gouvernement koweïtien d'envoyer une aide humanitaire, en particulier des médicaments, au peuple koweïtien sous occupation;

9. Demande à la Commission des droits de l'homme d'examiner, à sa quarante-septième session, la situation des droits de l'homme au Koweït occupé;

10. Décide de garder à l'étude la situation des droits de l'homme au Koweït occupé.
